

**Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi »**

**Appel à projets FSE - Année 2015**

**Axe Prioritaire 9 - mise en place de l'initiative emploi jeunes en Seine Saint-Denis**

**Initiative pour l'emploi des jeunes en Seine Saint Denis**



**Date de lancement de l'appel à projets : 6 mars 2015**

**Date limite de dépôt des candidatures : 31 décembre 2015**

Aucune demande de subvention ne sera recevable après cette date. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs

**Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionale accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens :**

<http://europe.iledefrance.fr>

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

## **REGLEMENT D'ATTRIBUTION**

### **PREAMBULE**

---

Pour la période 2014-2020, les fonds européens structurels et d'investissement (FESI) constituent un important potentiel d'effet levier pour la mise en œuvre des politiques publiques régionales visant à la cohésion économique et sociale et la solidarité au sein de l'Ile-de-France. C'est par la mise en synergie des fonds communautaires, nationaux et régionaux que la région Ile-de-France propose des solutions adaptées aux enjeux identifiés dans le diagnostic territorial stratégique élaboré en 2012.

La région Ile-de-France a choisi d'élaborer un programme opérationnel FEDER-FSE (POR) visant à favoriser une synergie des fonds et une approche intégrée. Les orientations stratégiques retenues s'articulent avec :

Les objectifs de la stratégie Europe 2020 adoptée par le Conseil européen du 17 juin 2010 afin de lutter contre la crise et de créer les conditions favorables à une croissance européenne intelligente, durable et inclusive:

- ✓ une croissance intelligente : développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- ✓ une croissance durable : promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive ;
- ✓ une croissance inclusive : encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

La croissance inclusive se traduit notamment par l'insertion des jeunes sur le marché du travail. La recommandation du Conseil de l'Union européenne du 22 avril 2013 sur l'établissement d'une garantie pour la jeunesse (2013/C120/01) applicable aux 28 Etats membres prévoit que les jeunes se voient offrir un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage, dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou de leur sortie de l'enseignement.

Dans ce cadre et afin de concourir à la mise en œuvre de cette recommandation, l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) vise à offrir un parcours d'insertion professionnelle et sociale aux jeunes Européens les plus en difficultés.

L'IEJ vise ainsi tous les jeunes âgés de moins de 26 ans sans emploi et ne suivant ni études ni formation (dénommés NEETs), résidant dans les régions éligibles, et qui sont inactifs ou chômeurs (y compris les chômeurs de longue durée), qu'ils soient inscrits ou non en tant que demandeurs d'emploi.

**L'IEJ se traduit par un abondement de crédits pour les régions dans lesquelles le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25%.**

En France, l'architecture de gestion de l'IEJ est partagée, selon le même schéma que le FSE, entre l'Etat et les Régions tel que décrit ci-après.

- Un programme opérationnel national IEJ en date du 3 juin 2014, approuvé par la Commission européenne, qui couvre l'ensemble de la métropole et des départements d'Outre-Mer, comprenant un volet national et des actions déconcentrées ;

- Des axes prioritaires intégrés aux Programmes Opérationnels régionaux FEDER/FSE par les Conseils régionaux concernés.

L'accord régional entre l'Etat et la Région Île-de-France sur les lignes de partage concernant le FSE entre le volet déconcentré du programme opérationnel national FSE 2014-2020 pour l'emploi et l'inclusion en métropole et le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi », et concernant l'IEJ au regard du programme opérationnel pour la mise en œuvre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer prévoit en article 5 :

□ Sur le volet déconcentré francilien du PO IEJ : pourront être cofinancées, dans le cadre d'un appel à projets régional pour le territoire départemental Seine-Saint-Denis, les actions d'accès à l'emploi (préparation à l'emploi, préparation aux entretiens d'embauche, culture d'entreprise, relations avec les entreprises, intermédiation, accès à l'apprentissage, soutien à la mobilité et à l'installation des apprentis).

□ Sur le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020, au titre de l'IEJ : pourront être cofinancées les actions de repérage, de formations pré-qualifiantes et qualifiantes, d'apprentissage, et d'accompagnement à la création d'activité. A cette fin, le Conseil général de la Seine-Saint-Denis peut prétendre à une délégation de gestion de la part de l'autorité de gestion régionale.

Il est possible de dédier 10% maximum des crédits octroyés à l'Etat membre sur des zones infrarégionales, telles que les départements dont le taux de chômage des jeunes sera supérieur à 25%.

En Ile-de-France, **seul le territoire du département de la Seine-Saint-Denis (93) est concerné.**

Une dotation de 2 882 139 € de crédits au titre de l'IEJ est attribuée pour ce territoire. Un cofinancement équivalent du FSE venant compléter cette dotation, 5 764 278 € seront dédiés à l'axe IEJ du Programme Opérationnel Régional sur 2014/2020. Cette dotation sera partagée entre un organisme intermédiaire - en l'occurrence le département de Seine Saint Denis - des dépenses propres de la Région Ile-de-France pour gérer l'IEJ en tant qu'autorité de gestion des fonds européens et le présent appel à projets.

A ce titre, pour l'année 2015, une enveloppe prévisionnelle de crédits FSE de 800 000 € et de crédits IEJ de 800 000 € est dédiée à cet appel à projets.

## **I PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS**

---

### **1.1 Contexte de l'appel à projets**

Avec près 207 000 personnes âgées de 15 à 24 ans, les séquano-dionysiens représentent 13,4% des jeunes franciliens. Ces derniers sont particulièrement touchés par un taux de chômage élevé, une non scolarisation ou une absence de formation et des conditions d'emploi dégradées par rapport à la moyenne régionale.

Les séquano-dionysiens représentent en effet 20,4% des jeunes inactifs franciliens ou NEET's soit 10 180 jeunes.

Le présent appel à projets concerne les opérations relevant de l'axe 9 du Programme Opérationnel Régional de la Région Ile de France adopté le 18 Décembre 2014 par la Commission Européenne. La priorité d'investissement visée (8.2) est « l'intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris

les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse ».

Le programme opérationnel prévoit que : « Conformément aux recommandations de la garantie européenne pour la jeunesse, ce repérage doit être immédiatement assorti d'un accompagnement suivi et personnalisé du jeune, afin de sécuriser son intégration dans un parcours vers l'emploi. Dans le cadre des actions de type 1 de repérage, la région en coordination avec la DIRECCTE, s'assurera que les jeunes se verront proposer un parcours vers l'emploi par un accompagnement renforcé via une proposition de formation. »

## 1.2 Objectifs de l'appel à projets

**Les résultats attendus des actions soutenues dans le cadre de la priorité d'investissement 8.2 du Programme Opérationnel Régional sont :**

- Repérage et accompagnement personnalisé des NEET du territoire de Seine-Saint-Denis ;
- Augmentation du nombre de jeunes NEET de moins de 26 ans faiblement qualifiés accompagnés vers la formation, l'apprentissage, un stage ou un emploi.

## 1.3 Type d'actions soutenues

Les actions pouvant être soutenues au titre du présent appel à projets sont celles relevant de l'objectif spécifique n°15 de l'axe 9 du Programme Opérationnel Régional pour l'Ile de France et le bassin de la Seine, et plus précisément celles **en faveur des jeunes, en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation (NEETs).**

**Les actions pouvant être cofinancées sont les suivantes :**

- Actions de repérage telles que l'appui à la mission de lutte contre le décrochage scolaire et aux acteurs locaux pour identifier les jeunes qui ont interrompu leur scolarité et qui sont sans solution et les accompagner dans la définition d'un parcours d'insertion adapté.
- Actions de sécurisation des parcours d'insertion par la formation pré-qualifiante et qualifiante telles que :
  - o Des actions de pré-qualification préalables à des prises de poste identifiées ;
  - o Des actions d'apprentissage des langues (formation d'accès aux savoirs de base et français langue étrangère) favorisant l'accès à la formation notamment en centres de formation d'apprentis (CFA) ;
  - o Des actions de formation qualifiante ou pré-qualifiante collective pour les jeunes engagés dans une démarche d'insertion pouvant comprendre des phases d'alternance ;
  - o Des actions de formations qualifiante ou pré-qualifiante au sein du secteur de l'insertion par l'activité économique notamment dans le domaine de l'écoconstruction.
- Actions d'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes NEET peu ou pas qualifiés et notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

## II CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS

---

- Types d'actions :

Les financements européens dans le cadre de cet appel à projets sont exclusivement attribués à des opérations individuelles. Les actions ne relevant pas des thématiques présentées au point 1.3 du présent appel à projets ne pourront pas être déclarées recevables.

Les actions devront être destinées aux NEET (ce qui exclut tout financement destiné aux structures). Il conviendra également de tenir compte des lignes de partage avec le volet déconcentré en Ile-de-France du Programme Opérationnel National pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer.

Les projets relevant dès première lecture du Programme Opérationnel National pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer ne seront pas analysés lors de l'instruction du présent appel à projets. Il conviendra d'adresser la demande au service FSE de la DIRECCTE d'Ile-de-France.

- Bénéficiaires :

Les organismes éligibles à la mise en œuvre des actions cofinancées sont :

- ✓ Les associations ;
- ✓ Les Groupements d'Intérêt Public (GIP) ;
- ✓ Les établissements publics ;
- ✓ Les organismes de formation ;
- ✓ Les chambres consulaires ;
- ✓ Les entreprises
- ✓ Les fondations
- ✓ Lycées et universités

Les actions se dérouleront dans le département de la Seine Saint Denis.

- Public cible

Les jeunes NEET éligibles aux actions répondent aux caractéristiques suivantes :

- Sont résidents du département de la Seine-Saint-Denis ou peuvent justifier d'une domiciliation effective dans le département de la Seine-Saint-Denis au moment de l'inscription dans l'action ;
- Sont âgés de moins de 26 ans au moment de l'entrée dans un dispositif / action / programme cofinancé ;
- Ne sont pas en emploi, c'est à dire répondent aux conditions des demandeurs d'emploi de catégorie A sans qu'il soit nécessaire d'être inscrit à Pôle Emploi ;
- Ne sont pas en éducation, ne sont donc pas inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire ou universitaire, ou sont repérés comme décrocheurs par l'éducation nationale ;
- Ne sont pas en formation : ne suivent aucune formation au moment de la prise en charge ;
- Sont faiblement qualifiés.

- Montant et taux d'intervention de l'aide FSE et de l'IEJ:

Pour cet appel à projets, le montant minimum de participation du FSE est fixé à 17 000€. Un montant équivalent sera mobilisé au titre des crédits IEJ, ce qui conduit à des opérations dont le coût **total minimum est fixé à 51 000€ TTC le taux de participation du FSE + crédits IEJ est fixé à 66,66% du coût total éligible.**

Le taux d'intervention minimum du FSE sur un projet est fixé à **20% du coût total** éligible par tranche annuelle, sauf dispositions exceptionnelles.

- Calendrier :

La période de réalisation des projets ne peut être inférieure à 12 mois, ni supérieure à 24 mois. Les actions pourront se dérouler entre le 02 janvier 2015 et le 31 décembre 2017.

Les opérations pluriannuelles feront l'objet d'une instruction chaque année au cours de laquelle des éléments actualisés pourront être demandés au porteur de projet.

- Dépôt du dossier :

Le dossier de candidature devra être transmis, avant le 31/12/2015 sur la plateforme des aides régionale de la Région Île-de-France permettant le dépôt de dossiers de demande de subvention dématérialisés : <https://par.iledefrance.fr>

Les envois par email ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

### **III CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES**

---

#### **3.1 Critères d'éligibilité des projets soutenus**

- Éligibilité des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux applicables) ;
- Elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces probantes ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le porteur de projet à l'autorité de gestion (article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes) ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes ;

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par le règlement général et le règlement FSE ;

- Le plafond maximum de rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre du FSE est fixé à 122 800 €<sup>1</sup> de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FSE.

- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.

Une dépense est éligible au FSE si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

- Capacité financière de l'organisme porteur de projet

Les organismes porteurs de projet doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables.

L'objectif est de concentrer le cofinancement du FSE sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

- Capacité administrative de l'organisme bénéficiaire

Les porteurs de projet doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE.

- Principes horizontaux

Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel FEDER/FSE : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

- Analyse coûts/avantages

Le volume de l'aide et la dimension de l'opération doivent être subordonnés à une analyse en termes de coûts/avantages du financement par le FSE au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits.

**Enfin, seront privilégiées les opérations présentant une valeur ajoutée proposant notamment :**

- ✓ Une logique de sécurisation de parcours favorisant le maillage et les partenariats autour du projet ;

---

<sup>1</sup> Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).



- ✓ Un effet levier au regard des dispositifs de droit commun, sa capacité à attirer d'autres sources de financement, sa capacité à mobiliser des partenariats intersectoriels et territoriaux pour favoriser une approche intégrée et globale en matière d'emploi et d'inclusion active ;
- ✓ Un caractère structurant, innovateur et transférable du projet ;
- ✓ Une simplicité de mise en œuvre.

### 3.2 Analyse en opportunité des projets soutenus

**L'analyse en opportunité des projets portera sur les critères suivants :**

- ✓ La nature du projet au regard des objectifs fixés pour le public visé ;
- ✓ La pédagogie mise en œuvre et l'individualisation proposée au public ;
- ✓ Les moyens mobilisés et mis à disposition (humains, matériels, financiers...) ;
- ✓ Les poursuites de parcours proposées ;
- ✓ La cohérence financière du projet et la détermination du coût horaire de la formation (matière d'œuvre à finalité pédagogique comprise) ;
- ✓ La mise en œuvre de partenariats en tant que de besoin.

## **IV REGLES APPLICABLES AUX PORTEUR DE PROJETS DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI)**

---

- Transparence comptable :

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Il est ainsi en capacité d'isoler au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération. Un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu.

- Respect des règles relatives à la commande publique :

Le porteur de projet doit indiquer s'il est soumis, ou non, à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics. Le cas échéant, il devra justifier d'une mise en concurrence pour tous ses achats (travaux, fournitures, services) et quel qu'en soit leur montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse selon des critères prédéfinis.

- Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat :

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ainsi, il incombera au porteur de projet de veiller au respect de cette réglementation. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.



Les régimes d'aides mobilisables sur ce type d'actions sont actuellement en cours de définition. Les porteurs de projets seront tenus informés par la Région Ile-de-France des régimes d'aide applicables.

- Recours au financement à taux forfaitaire pour les coûts indirects et frais de personnel

Les organismes pourront appliquer l'article 68 b) du règlement général relatif au taux forfaitaire maximal de 15% des frais de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.

Pour la détermination des frais de personnel, le taux horaire sera calculé en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures.

- Recours aux options de coûts simplifiés :

Des options de présentation simplifiée des coûts ont été mises en œuvre par la Commission européenne afin de réduire le risque d'erreur dans les déclarations de coûts et la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

Ces options se traduisent par la détermination de forfaitisation de certains types de dépenses en fonction du fonds mobilisé et du coût total éligible des projets soutenus :

#### ***Options de coûts simplifiés relatives aux projets FSE :***

Conformément à l'article 14(4) du règlement UE n° 1304/2013 relatif au FSE, l'usage des OCS (option de coûts simplifiés) : coûts unitaires, montants forfaitaires ou financement à taux forfaitaire est obligatoire pour les petites opérations du FSE. Ces petites opérations sont définies comme « des subventions et une aide remboursable pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 € ».

#### **Pour le présent appel à projet seul le recours au taux forfaitaire de 15% sera pris en compte pour le calcul des coûts indirects.**

- Evaluation et suivi des données relatives aux porteur de projets / participants :

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen et que les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- Le porteur de projet est tenu de saisir un certain nombre d'indicateurs prévisionnels au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales. Ces indicateurs devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé.
- Des questionnaires d'aide au recueil des données à l'entrée des participants dans une action doivent être complétés dès le premier jour d'entrée dans l'action du premier participant.
- Les données relatives aux sorties des participants doivent être renseignées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement. L'objectif est d'assurer la qualité et la fiabilité du système de suivi. En effet, l'article 142.1.d du règlement UE n°1303/2013 du 17 décembre 2013 prévoit que la Commission peut suspendre les paiements

en cas « d'insuffisance grave de la qualité et de la fiabilité du système de suivi ou des données relatives aux indicateurs ».<sup>2</sup>

- Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde), des fichiers de reporting (téléchargeables sur la PAR) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion.

**La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non-versement de la subvention.**

- Communication européenne:

Les organismes bénéficiaires de subventions des fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Faire mention de la participation des financements communautaires sur tout document interne et externe relatif à la mise en œuvre d'une opération (site internet, logiciels, plaquette, présentation, articles...) ainsi que sur les livrables.
- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE.

- Contrôle et transmission des pièces:

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle.

Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le bénéficiaire. En outre des visites sur places programmées ou imprévisibles pourront avoir lieu.

Par ailleurs, l'organisme bénéficiaire devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui pourraient être effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire.

Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

- Conservation des pièces :

. Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

---

<sup>2</sup> Les modèles de questionnaires relatifs à la situation à l'entrée et à la sortie des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE) sont transmis en annexe du présent appel à projets.

## **V. PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION FEDER ET FSE**

---

**Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à projet en faveur de l'initiative emploi jeunes en Seine Saint Denis est le suivant :**

- 2 mars : publication de l'appel à projet sur le site web de la Région dédié aux financements européens [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)
- De mars 2015 au 31 décembre 2015: Dépôt des dossiers de demande de subvention européenne.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la cellule ingénierie de projet et animation territoriale de la direction des financements européens de la Région Ile-de-France.

- 31 décembre 2015: date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Ile-de-France
- De mai 2015 au 28 février 2016: Instruction des dossiers par la direction des financements européens et la direction de la formation professionnelle de la Région Ile-de-France
- A partir de septembre 2015: Présentation à la Commission consultative des élus et au Comité de programmation au fil de l'eau des dossiers pour notification de la décision.
- A partir de fin septembre 2015 : Notification signature de conventions entre la Région et chaque porteur de projet au fil de l'eau.

## **VI. ANNEXES**

---

### **6.1 Annexe 1 : cadre réglementaire de l'appel à projets**

**Le présent appel à projet s'inscrit dans les obligations issues des textes suivants :**

- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
- Règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen
- Décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 en cours de signature.
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013.

Liste des indicateurs du programme régional FEDER-FSE relatifs à l'appel à projets "Initiative pour l'emploi des jeunes en Seine Saint Denis"		
<b>Axe n°9 - Mise en place de l'IEJ en Seine Saint Denis</b>		
<b>OS 15 - Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes NEET du département de la Seine Saint Denis</b>		
Indicateurs	Type d'indicateur	Données à recueillir *
Nombre de jeunes de 16-25 ans sans emploi, ne suivant ni enseignement ni formation, en difficulté d'insertion sociale et professionnelle	réalisation	Recensement des participants NEET ( jeunes de 16-25 ans sans emploi, ne suivant ni enseignement ni formation, en difficulté d'insertion sociale et professionnelle)
Participants chômeurs qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	résultat	- Situation du participant à l'entrée (chômeur) - Suivant l'intervention jusqu'à son terme
Participants chômeurs de longue durée qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	résultat	- Situation du participant à l'entrée (chômeur de longue durée) - Suivant l'intervention jusqu'à son terme
Participants chômeurs ne suivant ni enseignement ni formation qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	résultat	- Situation du participant à l'entrée (chômeur ne suivant ni enseignement ni formation) - Suivant l'intervention jusqu'à son terme
Nombre de participants qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	résultat	Situation du participant à la sortie de l'intervention : proposition d'offre d'emploi, complément de formation, apprentissage, stage
Participants chômeurs de longue durée qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	résultat	Situation du participant (chômeur de longue durée) à la sortie de l'intervention : offre d'emploi, complément de formation, apprentissage, stage
Participants inactifs qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	résultat	Situation du participant (inactif) à la sortie de l'intervention : offre d'emploi, complément de formation, apprentissage, stage
Participants chômeurs qui suivent un enseignement/ une formation ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant au terme de leur participation	résultat	Situation du participant (chômeur) à la sortie de l'intervention : enseignement, formation, qualification, travaille y compris à titre indépendant
Participants chômeurs de longue durée qui suivent un enseignement / une formation ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	résultat	Situation du participant (chômeur de longue durée) à la sortie de l'intervention : qualification, travaille y compris à titre indépendant
Participants inactifs qui suivent un enseignement/ une formation ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	résultat	Situation du participation (inactif) à la sortie de l'intervention : qualification, travaille y compris à titre indépendant
Participants suivant un complément de formation, un programme de formation menant à une qualification, un apprentissage ou un stage six mois après la fin de leur participation	résultat	Situation du participant 6 mois après la fin de leur participation : complément de formation, programme de formation menant à une qualification, apprentissage, stage
Participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation	résultat	Situation du participant 6 mois après la fin de l'intervention : en emploi
Participants exerçant une activité d'indépendant six mois après la fin de leur participation	résultat	Situation du participants 6 mois après la fin de l'intervention : activité indépendante
* Les données à recueillir pour compléter l'indicateur correspondant sont formalisées en questions à poser aux participants dans les "questionnaires participants"		

## 6.2 Annexe 3 : Questionnaires de recueil des données relatives à la situation des participants

Appel à projets FSE - Année 2015

Axe Prioritaire 9 - mise en place de l'initiative emploi jeunes en Seine Saint-Denis

**Initiative pour l'emploi des jeunes en Seine Saint Denis**

### Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date de sortie dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projet)

#### Coordonnées du participant

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ...../...../..... (jj/mm/année)      Sexe : homme ☐      femme ☐

Commune de naissance (avec code postal, 99999 si à l'étranger) :

.....

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....

.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### **Question 1. Statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'action**

**Recherchez-vous actuellement activement un emploi ?**

- ☐ Oui → 1d. Si oui, depuis combien de temps cherchez-vous ? : ..... (nombre de mois)  
☐ Non

### **Question 2. Quel est le plus haut niveau de diplôme atteint ou l'année d'études la plus élevée à l'entrée dans l'action ?**

- ☐ Inférieur à l'école primaire, vous n'êtes jamais allé à l'école  
☐ 6e à 4e ou formation préprofessionnelle de 1 an (Niveau VI)  
☐ 3e ou 4e-3e techno. ou < terminale de 2nd cycles courts professionnels (Niveau Vbis)  
☐ Abandon avant terminale, terminale de 2nds cycles courts pro (Niveau V)  
☐ Classe terminale, abandon post bac (niveau Bac Niveau IV)  
☐ Diplôme bac +2(Niveau III)  
☐ Diplôme supérieur au bac + 2 (Niveaux II et I)

### **Question 3. Situation du ménage**

3a. Vivez-vous dans un ménage où personne n'est en emploi ?

- ☐ Oui → 3b. Si oui, y a-t-il des enfants à charge dans ce ménage ? Oui ☐ Non ☐  
☐ Non

3c. Vivez-vous dans une famille monoparentale avec des enfants à charge ?

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Question 4. Avez-vous une reconnaissance officielle d'un handicap (allocation, pension ou carte d'invalidité...) ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Question 5. Etes-vous allocataire de minima sociaux (RSA, allocation spécifique de solidarité, allocation aux adultes handicapés)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Question 6. Etes-vous sans domicile fixe ou confronté à l'exclusion de votre logement ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

- ☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

**Question 7. Un de vos deux parents est-il né à l'étranger ?**

- ☐ Oui  
☐ Non  
☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

Signature du participant

.....



## Questionnaire de recueil des données à la sortie des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date de sortie dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

### Coordonnées du participant

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/année) Sexe : homme ☐ femme ☐

Commune de naissance (avec code postal, 99999 si à l'étranger) : .....

Adresse actuelle (n° et nom de rue) : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

**Question 1. Avez-vous suivi la formation jusqu'à la fin?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**Question 2. Qualification obtenue à la fin de la formation**

- ☐ Avez-vous obtenu une qualification au terme de votre formation ?
  - ☐ Oui  
Si oui, laquelle ?.....  
Niveau :
    - ☐ Niveau V (CAP, BEP...)
    - ☐ Niveau IV (Bac)
    - ☐ Niveau III (BTS, Deug, DUT...)
    - ☐ Niveaux II et I (Master...)
  - ☐ Non

**Question 3. Situation à la fin de la formation**

- ☐ Suivez-vous une formation ou un enseignement complémentaire ?
- ☐ Entrez-vous en apprentissage ?
- ☐ Faites-vous un stage ?
- ☐ Etes-vous en recherche d'emploi sans suivre de formation ?
- ☐ Avez-vous reçu une offre d'emploi ?
- ☐ Avez-vous trouvé un emploi à la fin de votre formation ?
  - ☐ Oui  
Si oui, de quel type ? (Une seule réponse possible)
    - ☐ activité indépendante, création d'entreprise
    - ☐ emploi durable (CDI ou CDD de + de 6 mois)
    - ☐ emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)
    - ☐ emploi aidé
  - ☐ Non

Signature du participant

.....